

5.3 Épargne / Retraite / Prévoyance

Optimind/Winter : résultats de l'enquête sur l'épargne salariale et la retraite supplémentaire d'entreprise



Le groupe spécialisé dans l'actuariat conseil et la gestion des risques en France dévoile son enquête 2013 sur l'épargne salariale et la retraite supplémentaire d'entreprise. Conduite en partenariat avec OpinionWay, cette étude exclusive a été réalisée entre le 27 mars et le 18 avril 2013.

L'enquête conduite par Optimind/Winter donne la parole à tous les acteurs concernés du monde de l'entreprise. Sa vocation est d'apporter un éclairage sur leurs attentes et perspectives. Selon Pierre-Alain Boscher, directeur métier en charge de la Protection Sociale chez Optimind/Winter, « au cœur de l'actualité riche de la Protection Sociale, les défis liés à la retraite sont nombreux : dans la réforme en cours, le législateur s'attaque au devenir incertain des régimes obligatoires. Il pourra également s'interroger sur la manière de pérenniser et favoriser le développement des dispositifs collectifs d'entreprise qui constituent un des piliers fondamentaux de notre système. »

Face à ces considérations, les entreprises interrogées ont totalement conscience qu'elles ont un rôle important à jouer sur le terrain de la retraite, ce malgré l'instabilité réglementaire subie par les dispositifs concernés. En synergie avec les partenaires sociaux, elles attendent des pouvoirs publics les moyens d'une participation active afin de permettre, à une grande partie de leurs collaborateurs, de profiter d'une retraite collective supplémentaire. Selon Fabrice Magnin, actuaire et manager en Protection Sociale, chez Optimind/Winter, « les résultats de cette étude montrent que la majorité des entreprises sondées souhaitent, à court terme, mettre en place de nouveaux dispositifs d'épargne salariale ou de retraite supplémentaire ou bien renforcer les dispositifs existants.

Cette volonté de l'entreprise d'être à la croisée des chemins entre les régimes collectifs obligatoires et individuels facultatifs, de l'épargne salariale à la retraite, est actuellement freinée par différents facteurs exogènes au premier rang desquels le coût et l'instabilité réglementaire. » précise. Plus en détail, cette enquête apporte des enseignements multiples sur le thème abordé. Ainsi, 1/3 des sondés pense que la retraite de manière générale est l'affaire de l'entreprise et de ses partenaires sociaux ; 3 sur quatre estiment que ces problématiques sont déjà importantes dans l'entreprise aujourd'hui ; 95 % pensent qu'elles le seront dans le futur. D'autre part, 75 % souhaitent, à court terme, déployer de nouveaux dispositifs d'épargne salariale ou de retraite supplémentaire ou bien renforcer les dispositifs existants. Cela dit, pour 72 % des sondés, le coût limite cet enthousiasme ; pour 61 % du panel considéré, l'instabilité réglementaire modère avant tout les bonnes intentions des entreprises ; et pour la moitié des sondés, c'est plutôt la complexité des régimes qui est en cause, même si la majorité des entreprises déclare plutôt bien maîtriser les avantages et inconvénients des dispositifs (85 %) et pensent être plutôt en conformité avec la réglementation (84 %).